

Société, politique et violence.

Quelle est la raison d'être de la société ? Avec cette question fondamentale vont apparaître d'autres : comment justifier l'inégalité des hommes ? Peut-on contester l'autorité politique ? Quel serait le meilleur régime politique ?

Le groupe social est défini par une solidarité entre ses membres, un lien si ténu soit-il, matériel et symbolique. L'existence sociale, en effet, est empirique et affective. Elle est faite de tensions résolues dans la pratique, d'intérêts qui s'expriment et se défendent de multiples façons. Mais aussi de passions qui se déploient avec plus ou moins de bonheur pour quelques uns ou pour tous. La solidarité sociale, plus ou moins réalisée, est souvent mise à mal par les intérêts individuels ou partiaux qui la démentent.

Les liens culturels qui existent sont forts et déterminants, ils structurent l'existence des individus en profondeur. Mais aucune société n'est stable, définitive, fermée sur elle-même. Elle connaît des mélanges, des changements, des scissions...qui en font des groupes différents, rivaux parfois. L'unité culturelle n'est pas totale et indiscutable, elle est traversée de tensions.

Ce groupe accède au politique quand il se donne les moyens d'agir d'une seule voix, de mener à bien des initiatives prises au nom du Tout. Ainsi se trouve dépassée l'hétérogénéité de ses membres pour accéder à un vouloir unique et efficace. Une action collective est rendue possible.

De manière très diverse, le fait politique s'avère universel : qu'il s'incarne ou non dans une forme de pouvoir centralisé, il semble que toute société se soit donné les moyens d'agir collectivement, ne serait-ce qu'en temps de guerre ou de crise, mais à travers des institutions fort variées. La rationalité serait conférée au social par le politique, au sens où il réfléchit ses fins et ses moyens ; où il oblige à penser et donc à agir en vue des fins unitaires, reconnues comme telles et interrogées à ce titre. Le politique apparaît alors comme raison pratique : il oblige la société à se représenter à elle-même et donc à penser ses fins.

Il est cependant raisonnable d'apporter un contrepoint à cette analyse : les lois nous encadreraient pour créer un lieu sûr que serait la société ainsi préservée de la division, des tensions avec leur lot de violence...Mais la loi n'est-elle pas, elle aussi source de violence ? Envers le groupe minoritaire, les individus en général, réduits à l'état d'instruments d'une force qui les dépasse ? N'avons-nous pas des exemples de prise de pouvoir par la force, ou plutôt la violence, terrifiante, excessive, destructrice ? Toute société n'a-t-elle pas dans son histoire un pouvoir fondé sur ce moment « impur » car violent ? Partant de ce constat, bien trop fréquent, les Anarchistes par exemple demandent l'abolition de l'État et la restauration de la liberté individuelle.

La loi, voix du politique, est-elle le lieu de l'entente des hommes pluriels ou le moyen de proférer un ordre pour le Maître ?